bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

ATOUT SENS

TRIMESTRIEL N°50 // MARS 2023

LA DETTE PUBLIQUE, À QUOI ÇA SERT

Bureau de dépôt : 6730 TINTIGNY - P501399 - Ed. Responsable : Véronique HERMAN, rue Saint-Nicolas, 84 - 5000 Namur

Édito

La dette publique, même pas peur !

Il est des sujets, rien qu'à en prononcer le nom, ça fait peur. Mais en fait, aujourd'hui, à bien y réfléchir, beaucoup de sujets nous sont racontés sur un petit air qui fait peur : genre « Les dents de la mer »… Allons-y, imaginons comment les sujets sont traités, la plupart du temps, pour faire peur…

En matière de santé et de migration ! Imaginez : je suis migrant, pas toujours au courant de toute une série de problématiques sanitaires, j'arrive dans un pays qui n'est pas le mien… Qu'est-ce qu'une société qui se préoccupe des plus vulnérables peut mettre en place pour m'aider à traverser mes peurs, et celles du pays qui m'accueille ? Rendez-vous aux pages 3 et 4 pour explorer quelques pistes, pour oser espérer une société plus robuste !

La dette publique ! Sera-t-il encore possible de payer nos pensions ? Une petite chanson répétitive comme un mantra ou une ritournelle nous raconte toujours la même histoire depuis que la langue capitaliste néolibérale a pris toute la place : « il faut faire des économies » ! Vous l'entendez, vous aussi, ce petit air sans fin, comme un canon ? Le dossier de ce numéro nous chante une tout autre chanson, pour être mieux capables de ne plus se laisser bercer d'illusions néolibérales !

La vie sans contact vous fait-elle peur à vous aussi ? À La Louvière, un groupe de formation est sorti meurtri de cette période Covid qui a vu exploser les logiques du sans contact, avec des machines qui deviennent nos interlocuteurs quotidiens. Pour les transactions bancaires, postales ou achats en tout genre ; au boulot : télétravail, télémédecine, enseignement à distance… Ensemble, ce groupe de formation, fait de chair et d'os et de résistance collective, a organisé une journée en présentiel sur le sujet. Ils ont poursuivi le travail collectif par écrit, pour raconter la réflexion, aux pages 14 et 15 !

Et si nos sociétés devaient s'effondrer, est-ce que ça vous ferait peur ? S'il nous fallait aller vivre dans la forêt ? Avant de le faire vraiment, vous pouvez vous contenter d'aller lire la page 13… ouvrez délicatement, sans faire de bruit…

Chuuuut… et bonne lecture !

Bénédicte Quinet

Rédac'chef

Bénédicte QUINET

Équipe de rédaction du numéro

Pontien KABONGO
Annick PAGE
Isabelle PAQUAY
Bénédicte QUINET
Groupe de La Louvière

Relecture

Anne-Marie CLAMOT

Mise en page & illustrations

Renaud HOEDT
Bénédicte QUINET

Abonnements

« Atout sens » paraît quatre fois par an, en mars, juin, septembre, décembre.
Prix : 15 euros
Prix de soutien : 40 euros
Compte : BE97 0010 8274 8049

Asbl Centre de formation Cardijn (Cefoc)
rue Saint-Nicolas, 84
5000 Namur
Tél. : 081/23.15.22

info@cefoc.be
www.cefoc.be

Sommaire

Partenaires

3 Plateforme associative pour les questions de santé auprès des migrants

Dossier : Dette publique...

6 Un débat mouvant pour « parler en je » de la dette publique

8 Dette publique, monnaie et impôt : trois outils de domination

11 Je gesticule, tu gesticules, elle gesticule, nous gesticulons… pour comprendre la dette publique

12 Des lettres pour (faire) envisager la dette publique autrement

Échos

13 « Dans la forêt », traverser nos peurs, oser espérer !

14 Vers une société du « sans contact » ?

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

PLATEFORME ASSOCIATIVE POUR LES QUESTIONS DE SANTÉ AUPRÈS DES MIGRANTS

Le Hainaut est une terre d'accueil pour de nombreuses communautés étrangères, notamment d'Afrique subsaharienne. Lorsque les personnes migrantes arrivent en Belgique, elles amènent avec elles leurs histoires personnelles, leurs croyances, leur culture, leurs tabous. Les questions de santé liées à la sexualité sont très souvent reléguées au dernier plan. Pour traiter de ces questions, une asbl a vu le jour dès 1988.

Annick Page

L'asbl Sida-IST Charleroi-Mons est créée le 8 décembre 1988 avec pour dénomination officielle : « Centre communal d'information sur le sida et les maladies sexuellement transmissibles ». En effet, les autorités carolorégiennes de l'époque font partie des promoteurs du projet et le siège social se trouvait à l'hôtel de ville. C'est alors l'époque des pionniers qui visent un travail d'information du public.

Entre 1991 et 1995, époque où le sida prend une place importante dans l'actualité, l'asbl regroupe, forme et coordonne principalement des personnes relais. C'est aussi le début du travail sur le terrain, les relais ne pouvant être présents en tout temps et en tous lieux. Il est effectivement primordial, déjà à l'époque, d'entrer en contact avec les milieux les plus vulnérables face à l'épidémie : migrants, HSH (acronyme pour hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes), toxicomanes…

Au fil du temps, les responsables se rendent compte que les personnes n'osent pas venir pour un dépistage. Par honte, peur du jugement ou ignorance, les personnes immigrées ne passent pas la porte de l'association. C'est pourquoi, en 2009, en collaboration avec des médecins, Tharcisse Niyongira crée Migr'en Santé, une plate-forme associative regroupant des acteurs publics et privés, actifs dans le domaine de la migration.

Informer, sensibiliser, accompagner

La plate-forme se donne pour mission de favoriser l'intégration des personnes migrantes par le biais de la santé, qu'elle soit physique ou mentale, liée à l'alimentation, la sexualité ou le sport. Commence alors tout un travail de sensibilisation sur le terrain, de Charleroi à Mons, auprès de multiples associations qui viennent en aide aux migrants.

La première action consiste à démonter des idées reçues auxquelles adhèrent les personnes nouvellement arrivées en Europe. La culture, les croyances peuvent constituer des barrières à la prise en charge de sa propre santé. Les clichés ont la vie dure : « Ici, le sida n'existe pas ». « Il n'y a pas de maladies en Europe ».

Il faut donc amener les personnes à une réflexion sur l'importance de la prévention en matière de santé, sur les comportements à risque ou les bons réflexes pour veiller sur sa santé. Or, ils ont peu d'accès aux informations et aux lieux où des suivis sont possibles. De même concernant les spécificités de la santé en Belgique : qu'est-ce qu'une mutuelle ? Où trouver une aide médicale d'urgence ?

Des actions multiples

Les réflexions menées et les synergies créées ont abouti sur l'utilité d'organiser annuellement une journée d'activités et de formations. Encadrée par des professionnels de la santé originaires de diverses communautés, la journée s'adresse à un large public autour d'un programme ambitieux et convivial : conférences, stands d'information, projections, expos, animations, stand de dépistage, démonstrations artistiques, soirée festive… En mai 2022, le Cefoc collaborait avec Migr'en santé et d'autres associations pour travailler la question des migrations d'hier et d'aujourd'hui (voir Atout Sens n°47 de juin 2022).

INTERVIEW

Propos recueillis par Annick Page

Parmi les différents endroits où tu interviens, il y a le centre Fedasil de Jumet. Peux-tu nous expliquer pourquoi le travail de Migr’en santé est important dans ce contexte ?

— Tharcisse Niyongira : Les personnes migrantes arrivent au centre avec une mémoire traumatique qui leur est propre, des idées reçues sur l’Europe mais aussi les tabous et les peurs liées à la maladie, aux regards et au risque de rejet. Le stress de ces personnes n’est pas à négliger. Or, pour beaucoup, il est important d’échanger sur la pertinence d’un dépistage adéquat dès l’arrivée au centre. Je les rencontre donc dans le cadre du service médical en tant que personne extérieure au centre. Je suis dans l’écoute, la construction de la confiance, le tissage de liens. Mes origines africaines et ma connaissance de plusieurs langues sont des atouts pour amener la personne à se livrer et à dépasser la peur du jugement et le stress.

Quels sont les enjeux de ton travail à côté de la prévention et du dépistage du SIDA et des infections sexuellement transmissibles (IST) ?

— Pour ces personnes, les pathologies sont souvent la conséquence de la pauvreté vécue en Afrique (polygamie, prostitution, ignorance, manque d’accès aux traitements…). Mais la pauvreté ouvre également à d’autres pathologies comme le diabète, l’hypertension, des problèmes de santé mentale… Il est donc essentiel de parler alimentation avec les résidents. Pour cela, je travaille avec les équipes médicales et d’animation. Nous organisons une fois par mois, une permanence, de préférence le jour des « frites-poulet-salade » qui a un grand succès auprès des personnes.

Le slogan « mon quotidien, c’est ma santé » induit l’idée que la façon de gérer son alimentation ou sa sexualité a un impact sur la santé, tant mentale que physique. Nous avons un stand de sensibilisation avec des dépliants en plusieurs langues, nous échangeons, expliquons qui nous sommes et les actions que nous menons. Je me fais connaître comme personne ressource sur les questions de santé. J’utilise un bureau à la polyclinique du Mambourg (Charleroi). Je peux donc recevoir les personnes en toute discrétion, à d’autres moments. Nous pouvons discuter de leur situation sanitaire. Je les accompagne et, si cela s’avère nécessaire, je les oriente vers les structures adéquates pour une prise en charge médico-sociale ou simplement administrative.

Quelles actions mets-tu en place pour le public plus particulier que sont les mineurs étrangers non accompagnés (MENA) ?

— Nous sommes en partenariat, notamment avec le centre MENA de Fleurus qui accueille des jeunes de 6 à 13 ans. Pour eux aussi, il est difficile de comprendre les codes d’ici. Or, ils sont directement confrontés à la société dans leur scolarité. La question des relations filles-garçons doit être abordée. Je suis appelé quand il y a un souci important. Concernant les filles, nous organisons une co-animation avec les plannings familiaux de la région.

DETTE PUBLIQUE

une question politique à se réapproprier

La dette publique revient régulièrement dans l'actualité et, avec elle, son corollaire : l'austérité. En 2008, la crise a nécessité le « sauvetage » du secteur financier européen. Il a fallu « se serrer la ceinture » pour rééquilibrer les budgets nationaux et régionaux. Après la crise de la Covid 19, l'austérité pointe à nouveau le bout de son nez car si « *en temps de pandémie, il est naturel que les gouvernements adoptent le "quoi qu'il en coûte" pour sauver des vies, l'ordre ancien [ce qui précède la crise covid] doit retrouver ses droits et la dette sa fonction* » (FMI). La plupart des citoyen.ne.s se sentent dépassé.e.s par cette dette qui semble si énorme… mais également si technique et si complexe. Pourtant, Thomas Piketty l'affirme haut et fort dans sa *Brève histoire de l'égalité* (2021) : « *Les questions économiques sont trop importantes que pour être laissées à une petite classe de spécialistes et de dirigeant.e.s. La réappropriation citoyenne de ce savoir est une étape essentielle pour transformer les relations de pouvoir* ».

Le Cefoc a souhaité participer à cette réappropriation citoyenne de la dette publique lors du week-end de formation des 10 et 11 décembre derniers. Les réflexions du public y ont croisé les apports d'intervenant.e.s extérieur.e.s : Guy Raulin, volontaire au Cefoc et Cécile Canal, comédienne, autrice d'une conférence gesticulée intitulée : « La dette expliquée à mon banquier ». C'est quoi, la dette finalement ? À quoi sert-elle ? Comment fonctionne-t-elle ? Qu'en disent les expert.e.s, les médias et les dirigeant.e.s politiques ? Qu'est-ce qui est à prendre ou à laisser dans ces discours sur la dette ? Autant de questions par lesquelles le public est passé pour se sentir davantage acteur au sein de l'économie actuelle.

Un débat mouvant pour « parler en je » de la dette publique

Lors du débat mouvant, chaque participant.e a pu exprimer son accord, son désaccord ou son ignorance face à des affirmations à propos de la dette publique qui figurent dans les journaux, qui s'entendent lors des repas de famille… Le texte qui suit est conçu pour permettre aux animateur.trice.s d'organiser un tel débat mouvant ; aux lecteur.trice.s de découvrir une première série de clés de compréhension de la dette publique… et les idées fausses bien ancrées dans nos imaginaires collectifs.

Isabelle Paquay et Guy Raulin

Les positions et les arguments des participant.e.s leur permettent de s'exprimer. À partir de là, les animateur.trice.s découvrent dans quelle mesure les discours sur la dette publique sont intégrés ou critiqués par les participant.e.s. Deux tendances se dessinent souvent : certain.e.s posent déjà un regard critique sur les énoncés qui leur sont proposés. D'autres font part de leur incompréhension, de leur angoisse, de leur manque d'informations, les empêchant de se prononcer ou les poussant à adhérer aux « mythes » de la dette publique.

« La présence d'un déficit prouve que l'État a trop dépensé »

La dette publique est l'ensemble des emprunts contractés par l'État fédéral, les Régions, les Communautés et les communes pour assurer leurs besoins de financement. Pour un État, l'emprunt public peut avoir plusieurs bonnes raisons s'il vise au bien-être général : un investissement vers l'avenir et pour les générations futures (constructions de bâtiments scolaires, d'hôpitaux, de routes, lutte contre la pauvreté, achat d'avions de combat…) ; la diminution du déficit budgétaire ; faire face à des dépenses exceptionnelles telles le sauvetage du secteur bancaire en 2008, la relance économique face à la crise de la Covid-19…

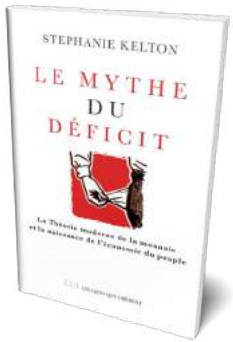
Sont-ce les dépenses qui sont trop importantes ou les recettes trop faibles ? Bon nombre réclament la lutte contre l'évasion fiscale, l'imposition des grandes fortunes…

L'affirmation souvent répétée « C'est une question de solidarité : on ne peut pas laisser aux générations suivantes un sac à dos aussi lourd » peut être proposée aux participant.e.s : le sac est lourd du fait de la dette, mais aussi parce qu'il est rempli de crèches, d'universités, d'hôpitaux… dont les générations futures vont bénéficier.

« L'État doit gérer son budget en bon père de famille »

Le « bon père de famille » est prudent. Il ne dépense pas plus qu'il ne gagne, pour éviter la faillite. Assimiler la gestion de l'État à celle d'une famille n'a pas de sens : celui-ci doit être géré au nom du bien commun, en utilisant ses recettes (taxes, impôts, accises), mais il doit en plus disposer de capacités d'endettement très importantes, ses rentrées étant insuffisantes.

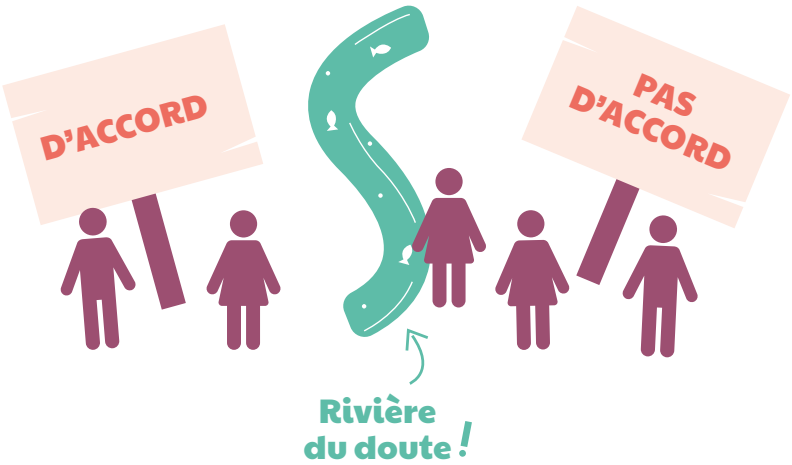
Avant 1992, l'État belge pouvait se financer directement auprès de sa banque nationale. Comme l'affirme Stéphanie Kelton, auteure du livre « Le Mythe du déficit » (Les Liens qui libèrent, 2021), l'État étant l'unique émetteur de sa monnaie, il peut obtenir tout l'argent qu'il souhaite auprès de sa banque nationale, la seule limite étant l'inflation (expliquée dans l'article p.8). Selon elle, les caisses publiques ne sont jamais vides…



Si ce raisonnement est encore valable aujourd'hui aux USA, la situation est tout autre pour les États européens qui, depuis 1992, ne peuvent plus emprunter à la Banque Centrale Européenne (BCE) ni à leur Banque centrale propre. L'article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (2007) attribue un unique mandat à la BCE, émettrice de l'euro : elle contrôle l'inflation et donc la stabilité des prix au sein de la zone euro. Il lui est interdit de financer les États, forçant ceux-ci à trouver d'autres sources de financement et à se tourner vers les marchés financiers, en plus d'aller chercher de l'argent dans l'épargne des entreprises, des associations, des ménages à travers l'émission d'obligations et de bons du Trésor. L'Allemagne, traumatisée par l'hyperinflation dévastatrice qu'elle a connue dans les années 1920-1930, locomotive économique de la construction européenne, a imposé aux autres États un contrôle de l'inflation à tout prix…

QU'EST-CE QU'UN DÉBAT MOUVANT ?

« La Belgique risque la faillite si elle ne peut plus rembourser sa dette »



« La dette doit être remboursée »

Une dette de particuliers et d'entreprises se rembourse au fil du temps. Périodiquement, l'emprunteur rembourse les intérêts et une partie du capital. Année après année, le capital restant dû baisse et la dette s'éteint après la durée convenue. Les mécanismes sont totalement différents pour les emprunts d'un État qui ne rembourse pas sa dette, mais la fait rouler (roll over). À chaque échéance, le prêt est renégocié par l'État auprès des banques pour une nouvelle échéance. Un exemple : la Belgique emprunte 4 milliards d'euros sur dix ans à une banque, à du 2 %. Elle remboursera dès lors 2 % chaque année. Mais à la dixième année, elle devra rembourser les 2 % d'intérêts ainsi que les 4 milliards d'euros empruntés au départ. Vu qu'elle ne les a pas, une négociation commence avec les marchés financiers, pour concrétiser un nouvel emprunt de 4 milliards et rembourser le capital arrivant à échéance. La dette de 4 milliards est donc remboursée, mais via un nouvel emprunt du même montant, avec un taux d'intérêt qui peut être différent du précédent. Seul compte donc pour le budget de l'État l'intérêt à payer chaque année aux créanciers.

« La Belgique risque la faillite si elle ne peut plus rembourser sa dette »

« Faillite » est un terme juridique qui s'applique aux entreprises : un juge, sur plainte de créanciers, décide que l'entreprise n'est plus viable. Elle disparaît. Imaginer que la Belgique ou une commune disparaissent n'a pas de sens ! Il faut plutôt parler de « défaut de paiement », soit l'incapacité de rembourser les créanciers. Des institutions supranationales (Fonds monétaires international, Banque centrale européenne et Commission européenne) imposent alors une sortie de crise à l'État en difficulté. En 2011, la dette publique grecque s'élève à 158 % du PIB. Le gouvernement socialiste, élu en octobre 2009, annonce, sous la pression de la BCE et de la Commission européenne, des mesures d'austérité (diminution du salaire des fonctionnaires et des pensions accordées aux retraités ; recul de 5 ans de l'âge légal de départ à la retraite ; réduction des investissements publics et des dépenses de fonctionnement de l'État ; privatisation du port du Pirée). Le but réel de ces mesures était de limiter les pertes des créanciers allemands et français qui avaient prêté à la Grèce et qui voulaient récupérer leur mise.

Une autre affirmation peut être proposée lors d'un débat mouvant : « Il est urgent de faire la réforme des retraites ». S'il s'agit de diminuer le déficit public afin de satisfaire les créanciers privés, non ! S'il s'agit d'améliorer le sort des retraités, oui !

"Assimiler la gestion de l'État à celle d'une famille n'a pas de sens."

Dette publique, monnaie et impôt : trois outils de domination

GUY RAULIN

Le débat mouvant a permis de découvrir que les discours les plus courants à propos de la dette publique reposent sur une série de mythes… Par qui ces discours sont-ils tenus ? Dans quels buts ? Guy Raulin est bénévole au Cefoc depuis plusieurs années. Ancien délégué syndical Caterpillar et professeur d'économie à l'ISCO, il a apporté ses éclairages au sujet de la dette et des discours tout faits à ce sujet.

INTERVIEW

Propos recueillis par Isabelle PAQUAY

Quel regard portes-tu sur les énoncés utilisés lors du débat mouvant ?

— Guy Raulin : Ce ne sont pas des énoncés économiques, mais moraux, destinés à faire peur, à embrouiller, à dominer, à faire consentir à l'austérité demandée. La dette est un outil de domination, couplée à la monnaie et à l'impôt.

En quoi la monnaie est-elle un outil de domination ?

— Avant David Graeber et son livre « 5000 ans d'histoire de la dette », les manuels d'économie affirmaient qu'au commencement était le troc. Il ne fonctionnait pas très bien et la monnaie serait alors entrée en scène, comme outil de mesure de la valeur d'un produit. Elle aurait ainsi facilité les échanges... Dans la réalité, les choses ne se sont pas passées comme cela, dit D. Graeber. Le troc n'a été utilisé que ponctuellement dans l'histoire au contraire du crédit, soit l'obligation de payer à un tiers une certaine quantité : « *Les gens ordinaires qui achetaient de la bière (…) d'une taverne avaient une ardoise, qu'ils payaient au moment de la moisson, en orge, ou avec tout ce qui pouvait leur tomber sous la main* », soit en têtes de bétail, en femmes, en esclaves… et plus tard en monnaie métallique. La monnaie, quelle que soit sa forme, permet donc de quantifier ce qu'un individu doit à un autre. Elle mesure la dette. Arrive la morale : le créancier « vertueux » vole au secours de l'emprunteur « pêcheur ». Une relation inégale s'installe, la dette devient un dogme moral qui justifie toutes les dominations, toutes les inégalités, jusqu'à imposer l'austérité et la souffrance sociale comme un sacrifice nécessaire. C'est oublier un peu vite que tout prêt inclut une prime de risque, le taux d'intérêt, au cas où le débiteur ne paye pas !

En plus de la monnaie, tu as aussi cité l'impôt comme outil de domination. Peux-tu expliquer ?

— S. Kelton a développé une thèse révolutionnaire à ce propos. Selon elle, les princes d'autrefois produisaient la monnaie pour faire face à leurs propres frais : payer leur armée, leurs fonctionnaires, leurs dépenses somptuaires. Dans un premier temps, cette monnaie ne circulait pas dans la société. Puis, les mêmes princes ont exigé de tous leurs sujets le paiement d'un impôt avec cette monnaie. Ils n'ont pas besoin de cet impôt puisqu'ils produisent eux-mêmes leur monnaie et, par conséquent, leurs caisses ne sont jamais vides. Il s'agit à nouveau d'une question de pouvoir et de domination. Pour obtenir des pièces et des billets, il n'y avait qu'un moyen pour leurs sujets : travailler. La machine s'enclenche : le souverain puis l'État à travers sa banque nationale produisent la monnaie, la font circuler et en récupèrent une partie via l'impôt. Celui-ci permet de faire circuler la monnaie dans la société tout en régulant son stock pour éviter l'inflation, mais surtout l'impôt permet de maintenir les gens au travail, de les garder sous son pouvoir…

Tout semble s'imbriquer, avec comme cerise sur le gâteau, ces discours moralisateurs qui camouflent la violence et la domination au sein du système. Mais aujourd'hui, qui domine exactement ? Dans quels buts ?

— Je propose la lecture d'un extrait de l'ouvrage de Sandra Lucbert, intitulé « Le ministère des contes public » (p. 79). Elle reprend les propos tenus par le gouverneur de la Banque de France venu parler à la radio de « l'explosion de la dette » en pleine crise sanitaire :

www.agoravox.fr/actualites/societe/article/l-enquete-de-david-graeber-sur-les-165770.

« Au départ, il y a l'État à bien gérer. Une Dette, ça doit être remboursé : un élément clef sera une meilleure gestion des dépenses (…). un élément totalement clef : c'est la confiance de ceux qui nous prêtent. [Ils] nous font confiance parce qu'ils pensent qu'à l'avenir nous pourrons et nous voudrons rembourser notre dette. (…) s'il commence à y avoir un doute [...], là vous allez voir immédiatement les prêteurs s'en aller. (...) si les investisseurs nous font moins confiance, ils vont monter les taux d'intérêts (...). Par conséquent, il faut donner des gages de notre capacité à maîtriser les dépenses. (…) Il est temps d'arrêter de jouer les mauvais élèves de l'Europe. Nous [= la France] sommes le pays le plus dépensier en proportion du PIB (...). Nos dépenses augmentent sans cesse, et en même temps, nous faisons face à un véritable ras-le-bol fiscal. Donc c'est une question de sérieux : il faut se comporter en bon père de famille. Et puis c'est une question de solidarité : on ne peut pas laisser aux générations suivantes un sac à dos aussi lourd. Nous devons l'alléger. Je suis là (…) pour nous rappeler à la réalité. Il est urgent de faire la réforme des retraites. »

Tous les poncifs à propos de la dette publique sont là !

— Oui, c'est le discours moralisateur, destiné à faire peur. S. Lucbert le « traduit » pour en donner la véritable signification : « Au commencement, il y a l'État à dépouiller. Notre plus grand désir : l'évider, le remplacer autant qu'on peut par le marché. L'État est incapable. Tout ce que fait l'État, il le fait mal, c'est sa nature. On n'a jamais fait mieux que l'entreprise privée. Le bien public est une bonne affaire pour le privé. Avec l'école, les hôpitaux, les prisons, les transports, l'électricité ; avec le chômage, les retraites, la sécu : qu'on nous laisse faire, on fera de l'argent. Comment transforme-t-on la dépense publique en chiffre d'affaires privé ? C'est tout simple : on dit qu'il faut la réduire, et de la place est faite pour le marché. Comment justifier qu'il faut la réduire ? C'est tout simple : on fait du déficit. Comment faire du déficit ? c'est tout simple, on baisse les impôts des riches. Le déficit se creuse, c'est mécanique, c'est terrible, c'est merveilleux. À force de déficit, la dette augmente : C'estTrèsMal. C'est ainsi, nous n'avons plus le choix ; pour réduire la dette, il faudra réduire les dépenses. C'est comme ça : il n'y a plus de recettes. De toute façon, les marchés financiers nous y obligent. C'est justement pour ça que nous les avons installés : pour ne plus avoir le choix du tout. C'est la "démocratie" qui entretient l'idée stupide qu'on pourrait avoir le choix. Après on peut dire : LesMarchés demandent, LesMarchés exigent, LesMarchés s'inquiètent, LesMarchés commandent. Que veulent LesMarchés ? Ils veulent la félicité des patrimoines. Un patrimoine est heureux s'il augmente. On peut tout avoir : il suffit de tout prendre. Fin de la palabre ».

Si je comprends bien S. Lucbert, la dette publique est un investissement qui doit rapporter aux créanciers. Interdire aux États européens d'emprunter auprès de leurs banques nationales, les obliger à se tourner vers les banques privées, c'est une belle opération pour elles. Mais pour le commun des mortels, cela change quoi exactement ?

— La logique du profit introduite par les marchés dans la dette publique exige des États qu'ils réduisent leurs dépenses en désinvestissant le secteur public, en démantelant l'État social, par exemple via la réforme des retraites. À force d'économies, le secteur public a de plus en plus de mal de fonctionner et est qualifié d'incompétent. Le secteur privé n'a plus qu'à s'engouffrer dans la brèche avec ses assurances, ses maisons de repos, ses hôpitaux, ses écoles… La démocratie est elle aussi en danger car les marchés financiers et les agences de notation énoncent la « vraie valeur » des États et disent si ceux-ci méritent l'argent privé ou non. Ils s'immiscent dans les débats politiques, s'inquiètent de la capacité d'un État à lever l'impôt pour servir les intérêts de la dette, à l'évolution du taux de grève et du taux de syndicalisation, aux probabilités de succès d'un parti contestataire… Autant d'éléments qui, s'ils ne vont pas dans le sens espéré des marchés, risquent de faire augmenter les taux d'intérêts.

En résumé, les créanciers privés achètent des titres de la dette publique et s'enrichissent en touchant les intérêts. L'État doit donc être capable de « rembourser » ses dettes. Par ailleurs, ces créanciers sont exonérés fiscalement par ces mêmes États qu'ils financent et donc creusent eux-mêmes le déficit public en ne participant pas à l'effort collectif. Ils deviennent encore plus riches. Et pour couronner le tout, ils nous disent qu'il faut faire des économies parce que sinon, « on va droit dans le mur et les générations futures aussi ». L'austérité arrive, le secteur public se serre la ceinture, ne parvient plus à fonctionner correctement, « preuve de son inefficacité ». Les bureaux de poste de proximité disparaissent au profit de firmes privées, les maisons de repos publiques font la place aux maisons de repos privées, l'État social et le bien-être général perdent du terrain…

Keynes versus Friedman : deux théories économiques à propos de la dette publique

- Keynes (1883-1946) : l'État doit intervenir pour sortir un pays de la crise économique, créer de l'emploi et lutter contre les inégalités. Il stimule l'économie par l'investissement dans des biens publics. Ces dépenses agissent sur la consommation (demande) et sur la production (l'offre), c'est-à-dire relancent l'activité économique qui, à son tour, détermine les recettes sur lesquelles l'État peut compter. La théorie keynésienne a été appliquée après la Seconde Guerre mondiale et lors des « Trente Glorieuses », pour assurer la reconstruction de l'Europe.
- Friedman (1912-2006) : l'État (et donc les banques centrales) ne doit pas intervenir en s'endettant. Il doit laisser le marché s'auto-réguler car si une banque centrale crée trop de monnaie pour la mettre à disposition de l'État, elle provoque l'inflation, la récession et le chômage. En Europe, Friedman et le libéralisme ont triomphé : l'unique mandat de la BCE est de contrôler l'inflation dans la zone euro.

Pour simplifier, Keynes dit : « Priorité au plein emploi, l'État s'endette au risque de l'inflation » tandis que les monétaristes disent : « Priorité à la lutte contre l'inflation au risque du chômage ». À chacun sa définition du bien-être général !

L'inflation, c'est quoi ?

L'inflation est l'augmentation des prix et par conséquent la perte de valeur de l'argent et du pouvoir d'achat.

Deux types d'inflation :

- **L'inflation par la demande (Théorie monétariste) :** la masse monétaire disponible sur le marché sert à acheter la production. Par exemple, 2€ permettent d'acheter un pain. Si la masse monétaire qui circule augmente (par la production de monnaie par une banque centrale ou par de trop grandes facilités pour obtenir un crédit auprès des banques privées) ou, autrement dit, si l'offre de monnaie augmente (elle passe de 2€ à 4€), le prix du pain va augmenter lui aussi (un pain pour 4€), sauf si la production double elle aussi (2 pains à 2€). C'est la loi de l'offre et de la demande, appliquée à la monnaie.
- **L'inflation par les coûts :** si les salaires, le coût des matières premières ou le coût des énergies augmentent, les prix augmentent.

JE GESTICULE, TU GESTICULES, ELLE GESTICULE, NOUS GESTICULONS…

pour comprendre la dette publique

La comédienne parisienne Cécile Canal a présenté à La Marlagne sa conférence gesticulée « La dette expliquée à mon banquier ». La conférence gesticulée est un spectacle qui mêle théâtre et conférence : les expériences vécues par « le conférencier » associent des connaissances théoriques tout en humour et autodérision pour donner des éléments de compréhension et développer l'esprit critique des spectateur.trice.s de manière plus attrayante qu'une forme classique de transmission des savoirs. Elle « est une arme que le peuple se donne à lui-même sans trop de considérations esthétiques, pour dévoiler les systèmes de domination et se tourner vers l'action collective » (http://www.scoplepave.org). Chaque conférence est singulière. Cécile Canal a fait le choix d'interpréter un personnage, Alice L'accen, une clownesse un peu naïve dont le passe-temps favori est d'apprendre par cœur. Elle s'amuse ensuite à expliquer simplement, de manière ludique et décalée ce qui paraît ennuyeux et compliqué.

Pontien KABONGO et Isabelle PAQUAY

« La dette expliquée à mon banquier » Qu'est-ce qu'une conférence gesticulée ?

Un point de vue situé : Cécile Canal est comédienne, militante de gauche.

Récit de vie : le/la conférencier.ère partage ses expériences et son vécu avec le public. Alice partage sa passion du par cœur.

Le savoir critique : « On croit souvent que c'est le gouvernement qui crée l'argent. C'est vrai en partie. Mais la plus grande partie de l'argent, elle est créée par des entreprises privées, par des banques qui bien souvent n'ont pas l'argent que vous leur demandez (…). C'est complètement l'inverse de moi ! Regardez, moi, en tant que comédienne, quand j'emprunte quelque chose à quelqu'un ? C'est quoi que j'emprunte le plus souvent en tant que comédienne ? En général un texte. Et bien, celui ou celle à qui je l'emprunte, ce texte il l'a (…). Alors que l'argent que vous empruntez aux banques, bien souvent, elles ne l'ont pas ! Parce que plus de 90 % de la monnaie, c'est de la monnaie scripturale qui apparaît sur les comptes des banques au moment de la création du crédit… ».

L'articulation/le tressage de savoirs chauds (vécu) et savoirs froids (savoir académique) : « En fait une dette, c'est une promesse de payer. Je vous conseille un très bon bouquin de Pierre Noël Giraud qui s'appelle Le commerce des promesses et qui montre la centralité dans notre système financier (…) de la confiance dans de simples promesses. Notre système monétaire, c'est de la promesse de payer… ».

Spectacle : le public assiste à un travail du corps et des émotions.

Des émotions politiques : le public est touché, ses émotions l'impliquent, le mobilisent.

Un espace des possibles : le/la conférencier.ère propose des pistes pour changer la société. Le public découvre avec Alice, à travers des exemples issus du passé proche et lointain, qu'il est possible de refuser de payer la dette publique !

Des lettres pour (faire) envisager la dette publique autrement

Pour clôturer le week-end, les participant.e.s ont rédigé collectivement deux lettres de revendication à destination de responsables politiques de leur choix. Ils/elles se sont appuyé.e.s sur ce qu'ils/elles ont découvert à travers le débat mouvant, l'interview de Guy Raulin, la conférence gesticulée de Cécile Canal et les temps d'échanges qui ont ponctué les deux jours. Ils ont pris connaissance du « Mémorandum de la plate-forme d'audit citoyen de la dette en Belgique en vue des élections fédérales et régionales de mai 2019 »: il reprend une série de revendications qui envisagent la dette autrement (disponible intégralement : fgtb-wallonne.be/wp-content/uploads/2022/07/memorandum_de_laudit_citoyen_de_la_dette_en_belgique_2019.pdf)

Un bel exercice d'appropriation citoyenne de la dette publique !

Coordonné par Annick PAGE

« Madame Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne,

La Banque Centrale Européenne est un organe important dans l'Europe. Elle a pour objectif d'améliorer la situation économique et sociale des États membres, sans oublier celle de ses populations.

Nous constatons qu'aujourd'hui, le Traité de Maastricht interdit à votre organisme de prêter des finances à vos pays membres, ceux-ci étant alors obligés de faire appel aux banques privées empêchant le développement d'une économie favorable à la population européenne.

Nous constatons qu'à ce jour, la dette est utilisée comme un outil de domination par une justification de l'austérité, empêchant les investissements nécessaires dans les emplois, la santé, l'écologie, le numérique, les transports publics, l'enseignement, les logements sociaux, un accueil humain des étrangers…

Tout cela entraîne la précarité des classes populaires, une destruction psychologique pour la population, des disparités dans les revenus et une non-participation des capitaux au financement de la dette.
Face à cette situation, il est impératif que la BCE redevienne un organisme public de financement des États et des régions.

La dette, c'est bien si elle suscite des investissements en faveur de la transition écologique, du développement humain, de la promotion sociale, si elle contribue à la recherche, au développement de l'emploi. On peut même aller un pas plus loin dans l'endettement pour rencontrer les besoins exceptionnels (grave épidémie, inondations…)

La dette doit être gérée de manière transparente, juste et équitable. Elle doit être gérée dans un cadre clair, mais souple. Elle doit être gérée par une institution, des responsables désintéressé.e.s et contrôlée par les pouvoirs publics.

C'est à ces conditions que la dette inspirera la confiance de tou.te.s les citoyen.ne.s et des acteurs économiques et financiers vis-à-vis des décideur.euse.s

Bien à vous »

« Monsieur Van Peteghem, Vice-premier Ministre et Ministre des Finances,

Monsieur Dolimont, Ministre wallon des finances,

Concernant la dette publique de la Belgique, nous avons un droit…

Dès lors, mettez à la disposition des citoyen.ne.s et des associations, les moyens pour disposer d'une information complète, structurée, argumentée, à propos de la dette publique belge, fédérale ou wallonne. Nous tenons à jouer notre rôle de citoyen.ne.s à côté de vous, et à côté d'autres experts, des associations et des parlementaires. Plutôt qu'une politique d'austérité, c'est le moment d'investir. Selon nos priorités, la dette publique doit servir aux investissements, particulièrement dans les domaines sociaux, la transition verte, la recherche… afin de les renforcer et de préparer l'avenir à long terme.

Nous comptons sur vous pour créer un consensus large au niveau européen dans cette direction.

Nous sommes disposés à participer à une task force pour une gestion durable de la dette ou à vous rencontrer à votre convenance.

Nous joignons à cette lettre le mémorandum de l'audit citoyen sur lequel nous avons travaillé.

Bien à vous »

« Dans la forêt », traverser nos peurs, oser espérer !

Qu'est-ce qu'une vie normale ? La culture est-elle (non) essentielle ? Et si un roman permettait d'explorer ces questions héritées de la période Covid et reprises au Cefoc par différents groupes de formation. Zoom sur « Dans la forêt », roman de Jean Hegland...

Bénédicte QUINET

En littérature ou au cinéma, il existe un type de récits, dystopiques, qui permettent « *de nous faire ressentir le pire, croire au pire, [pour] envisager l'avenir selon une consistance et une certitude équivalente à celle que nous accordons d'ordinaire au présent* ». Une dystopie c'est parfois une contre-utopie : une utopie qui vire au cauchemar. Ou encore l'anticipation d'un avenir effrayant. Dans la vie réelle, nous pourrions considérer la pandémie de Covid et le confinement comme une plongée réelle dans une expérience dystopique. Ainsi, la gestion politique du confinement a fait émerger ces questions aussi étranges qu'intéressantes, reprises dans des groupes de formation Cefoc : « à quel retour à quelle vie normale aspirons-nous ? » ; « qu'est-ce donc qu'une vie normale ? ». Ou encore la littérature, les livres, l'accès aux livres et à la culture est-il essentiel à la vie ? Pour traverser l'inimaginable, collectivement, il a fallu qualifier d'essentiels ou de moins essentiels, les besoins de la vie humaine, dans une société menacée par une pandémie.

Avec *Dans la forêt*, en 1996, Jean Hegland ne visait pas à raconter une dystopie. Elle voulait explorer la relation entre deux sœurs (Nell et Eva). Mais pour focaliser sur cette relation, elle a supprimé de plus en plus le monde autour d'elles deux. L'effondrement du monde, la description d'une société post-consumériste aussi vraisemblable que non désirable, n'était qu'un prétexte : la création du décor pour cette relation sororale. Mais aujourd'hui certains parallèles avec nos vies confinées de 2020, ainsi que les questions qui ont émergé, en font une fiction particulièrement inspirante et déstabilisante.

Pendant longtemps, peut-être le temps que prend un deuil, les deux héroïnes vont aspirer à leur vie d'avant l'effondrement de leur société, qui ne correspond pas exactement à l'effondrement de leur famille. Après le décès de la mère (maladie) survient celui du père (accident), dans un contexte isolé, sans électricité, sans téléphone, sans ambulance... où un accident grave se paie cash. Au fil du roman, elles vont passer par différentes étapes que l'on pourrait rapprocher de celles du deuil avant de se reconstruire, d'accepter l'idée que « la vie normale » ne revienne pas, pour, petit à petit en inventer et en construire une autre. Leurs passions respectives : la danse et les livres vont devoir évoluer avec les restrictions qu'elles pensaient momentanées. Leur vie à deux, dans la forêt, va de plus en plus modeler leurs capacités à se débrouiller, dans un rapport de plus en plus charnel avec la forêt.

Si vous ne craignez pas d'être bousculé.e.s, n'hésitez pas à lire ou encore mieux, à écouter la version audiolivre de ce récit (disponible à la bibliothèque de Grâce-Hollogne, notamment) !

Si vous êtes curieux d'explorer comment des récits peuvent nous mobiliser, contribuer à traverser nos peurs, pour oser espérer pour nos vies de demain, bienvenue au week-end de formation des 15 et 16 avril prochain (date limite d'inscription 30 mars) !

Vers une société du « sans contact » ?

Avec le Covid, la distanciation sociale a fait son apparition dans nos vies. Mais au-delà de la crise sanitaire, n'est-ce pas la société entière qui va vers le « sans contact » ? Cette évolution a questionné un groupe de participant.e.s de La Louvière. Soucieux d'agir ensemble, le groupe a organisé une journée de réflexion. Au sortir d'un confinement qui a isolé et mis à mal les espaces de débat, une aventure qui relie et interpelle ! L'aventure s'est prolongée avec cet article co-écrit par Anna Tinelli, Laetitia Fasol, Maria Spataro, Enza Di Sciacca, Maria Carme Mura, Elise Lietaert, Marie-Louise Derasse, Vanessa Della Piana.

C'est une évolution qui était déjà en cours avant la pandémie mais qui s'est accélérée et étendue à tous les domaines de l'existence : dématérialisation croissante de l'argent et disparition des guichets bancaires, explosion des achats en ligne et des paiements sans contact ; digitalisation des services de mutuelle, d'administration, de banque, de poste, de police... ; télétravail, télémédecine, enseignement à distance, etc. Le recours au numérique est devenu incontournable. Et pourtant ! N'y a-t-il pas à s'interroger sur ce qu'il génère ? Quel humain et quelle société fabriquons-nous en allant toujours plus vite, plus loin, vers le « sans contact »?

Interroger l'évidence

La journée a démarré en partant des vécus des participant.e.s en matière de « sans contact ». Quel plaisir de pouvoir enfin se retrouver pour croiser nos regards sur l'évidence du numérique qui s'est imposée à nous, avec si peu de délibération démocratique. Malgré des aspects positifs, on perçoit que le « sans contact » provoque bien des écrasements et des non-sens au quotidien. A travers leurs exemples, les participant.e.s dénoncent un monde à deux vitesses : ceux qui ont accès et les autres » ; « ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors » ; « ceux qui ont les compétences et ceux qui ne les ont pas » ; « les adaptés et les inaptes, en retard, à accompagner… ». Bref, le « sans contact » est source d'exclusions, inégalités, discriminations et stigmatisations.

« Sans contact » ?

Après un travail sur les expériences vécues, le philosophe Mark Hunyadi a aidé à prendre de la hauteur. Il a commencé par décaler notre regard : que veut-on dire quand on parle de « sans contact » ? Certes, pour toute une série de choses, nous avons de moins en moins affaire à des êtres humains. Mais en même temps, ce « sans contact » est « avec contact » : contact avec les machines ! Nous sommes de plus en plus en situation de dépendance à leur égard. Peu à peu, on assiste à un vaste remplacement des relations naturelles par des relations à la technique. Comment l'expliquer ?

Les secrets de l'expansion numérique

La technologie numérique est constituée de l'ensemble des outils *connectés* qui traitent des données que l'utilisateur lui-même génère. Allumer un smartphone génère déjà des données ! C'est une technologie qui est *radicalement* différente des traditionnelles. Sous nos yeux, le numérique devient l'intermédiaire nécessaire pour accéder à des biens ou à des services (faire des démarches de recherche d'emploi, être informé de la scolarité des enfants, percevoir une allocation…). Aucun outil n'a jamais fait cela auparavant.

Le succès du numérique repose aussi sur une forte « dimension libidinale » (= « qui fait plaisir ») en même temps qu'il rend des services et est efficace. Le désir s'exprime et le système numérique y répond directement (ex : achats en ligne).

Or, dans tout outil numérique, il y a une double finalité. La première, c'est celle pour laquelle on utilise l'outil et qui peut nous procurer du plaisir, une satisfaction. La seconde nous échappe en tant qu'utilisateur : c'est la finalité du système numérique lui-même. Le but du système, c'est de collecter des données. C'est unique dans l'histoire de la technologie ! Par exemple, les utilisateurs voient en Facebook un outil pour archiver des photos, communiquer entre amis… Or, ce système est conçu pour récolter des données et les revendre. Derrière le système numérique se cachent donc les géants du numérique, qui visent le profit.

Un appauvrissement de la vie de l'esprit

Le philosophe exprime aussi une inquiétude par rapport à la « vie de l'esprit », c'est-à-dire la manière dont nous, humains, dotés d'un esprit, nous nous relions aux autres. Car le numérique modifie fondamentalement notre relation au monde. Il encourage chacun à se préoccuper de son propre confort, ce qui peut engendrer un rabougrissement de la vie de l'esprit et des relations sociales. Par ailleurs, on est de plus en plus appelés à se conformer à ce que la machine attend de nous. Or, nous utilisons des machines dans de plus en plus de domaines ! D'où une alerte : à force d'obéir à des machines, ne risquons-nous pas de devenir des machines obéissantes ?

En sortir ?

Sans être technophobe, Mark Hunyadi insiste sur le rôle de l'éducation : non seulement « éducation au numérique » (apprendre à manier les outils, en mesurer les dangers...) mais aussi éducation au sens large, à tout ce qui forme l'esprit. Il s'agit de transmettre qu'un autre désirable est possible plutôt que l'abondance de plaisirs immédiats, la vitesse ou la performance. Par exemple, prendre le temps d'admirer une œuvre d'art, la nature… « O*n devrait moins utiliser et plus admirer* ». Il propose aussi de créer une nouvelle institution démocratique qui prendrait en charge les questions éthiques liées au numérique.

Sensible aux questions que pose la digitalisation de l'argent, le groupe de préparation a aussi invité, à une table ronde, les initiateurs de la monnaie locale « Le Lupi ». Ces derniers ont expliqué en quoi leur action permet de recréer du lien entre les consommateurs et les producteurs locaux, dans le respect de critères éthiques. Cela permet de reprendre un pouvoir sur la monnaie et de lutter contre les effets du consumérisme numérique.

Face à la dématérialisation de toute une série de services de première ligne, le groupe a également invité des « informaticiens publics » (asbl Action et Recherche Culturelles). Par des permanences dans les quartiers, ils aident les personnes à divers niveaux de la fracture numérique. Leur objectif n'est pas de les former mais bien de les accompagner pour répondre à leurs demandes. Ils remettent de l'humain là où la digitalisation s'est faite de manière sauvage, sans tenir compte de l'impact sur les plus pauvres, les plus âgés, les personnes avec handicap, les personnes analphabètes…

Ces initiatives sont portées, entre autres, par des bénévoles… alors que des administrations publiques et des entreprises suppriment des salariés pour augmenter la rentabilité de leurs activités ! Les deux associations sont vigilantes à ce que leurs initiatives ne soient pas des « sparadraps » : avec d'autres, ils contribuent aussi à un plaidoyer politique.

Pour en savoir plus,

Sur le Lupi :
lelupi.mystrikingly.com

Sur les informaticiens publics :
informaticienpublic.be

DÉCOUVREZ NOS DERNIÈRES ANALYSES SUR

WWW.CEFOC/ANALYSES/

A qui profite « la crise » ?

Le langage de la crise est omniprésent dans les sphères privée, médiatique et politique : crise financière, sécuritaire, sanitaire, démocratique, énergétique, climatique… Le terme en sort banalisé. Dans cette analyse, Joseph Dewez clarifie le concept.

Justice climatique, justice sociale : et les convictions dans tout ça ?

Partie I : des religions "vivantes"

Les convictions religieuses et philosophiques peuvent-elles contribuer à déplacer le regard, inciter à agir pour plus de justice sociale et climatique ? Ce premier volet éclaire la question en retraçant l'évolution historique du rapport entre religions et conscience écologique.

Partie II : quelques apports de grandes traditions de sens

Ce second volet montre en quoi quatre sources de sens (théologie de la libération, islam, bouddhisme et animisme) peuvent nourrir l'action en faveur d'une plus grande justice sociale et climatique.

Regarder l'effondrement en face : entre peurs, polémiques et leviers

Face aux constats et prédictions alarmants quant à l'état de la planète, est-ce possible de regarder les réalités scientifiques dans les yeux sans sombrer intérieurement et abandonner tout espoir ? Bénédicte Quinet interroge ce que provoque l'idée d'effondrement, les espoirs et leviers d'action auxquels elle invite.

Vient de paraître

« ÈVÔYE, ABRÂM. Sortir du patriarcat avec le premier patriarche ? »

aux Éditions Tetras Lyre De Wallonie.

Dans cet ouvrage, Joseph Dewez, volontaire au Cefoc, s'adresse à Abraham sous forme d'une discussion poétique, écrite en wallon et en français. A partir d'une analyse historico-critique des chapitres de la Genèse, il livre ses réactions, interprétations, questionnements sur le cheminement d'Abraham, le premier patriarche de l'histoire, inscrit lui-même dans un système patriarcal duquel il va tenter de s'émanciper.

À découvrir sans hésiter pour se laisser interpeller par le chemin d'errance et d'humanisation vécu par Abraham et voir comment il résonne encore aujourd'hui.

Centre de formation Cardijn (Cefoc) - rue Saint-Nicolas, 84 - 5000 Namur

☎ +32 81 23 15 22 ✉ info@cefoc.be @ www.cefoc.be